



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

PROCEDURE N° P2534-AOO-DIFI

**ACCORD CADRE SUR LE TRAITEMENT
DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES
SERVICES BANCAIRES ASSOCIES DE LA
BRANCHE FAMILLE (Caf)**

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

APPEL D'OFFRES OUVERT

TABLES DES MATIERES

ARTICLE I - OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE II - PARTIES CONTRACTANTES-DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE IV - ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE V - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	10
ARTICLE VI - MODALITES FINANCIERES	11
VI.1 - MONTANT DE L'ACCORD CADRE	11
VI.2 - CONTENU ET FORME DES PRIX	11
VI.3 - MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE	12
ARTICLE VII - BONS DE COMMANDES	14
ARTICLE VIII - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	15
VIII.1 - INFORMATION ET MOYENS D'EXECUTION	15
VIII.2 - LIEUX D'EXECUTION	16
VIII.3 - SUIVI D'EXECUTION	16
ARTICLE IX - VERIFICATIONS	17
IX.1 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS DES PRESTATIONS DE MISE EN SERVICE INITIALE	17
IX.2 - EVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'ACCORD-CADRE	20
IX.3 - VERIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'ACCORD-CADRE	20
ARTICLE X - PENALITES	20
X.1 - PENALITES POUR RETARD DU DEMARRAGE EFFECTIF DE L'ACCORD CADRE	20
X.2 - PENALITES POUR RETARD OU ABSENCE D'EXECUTION DES REGLEMENTS	20
X.3 - DECOMPTE DES PENALITES ET MODALITES D'APPLICATION	21
ARTICLE XI - SOUS TRAITANCE	21
ARTICLE XII - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - CONFIDENTIALITE – SECURITE	21
XII.1 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21
XII.2 - CONFIDENTIALITE	25
XII.3 - SECURITE	26

ARTICLE XIII - RESPONSABILITE - ASSURANCES	26
XIII.1 - RESPONSABILITES DE L'ETABLISSEMENT	26
XIII.2 - RESPONSABILITE DE L'ORGANISME	26
XIII.3 - ASSURANCES	27
ARTICLE XIV - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	27
XIV.1 - VERIFICATIONS PERIODIQUES DE LA REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT	27
XIV.2 - SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES	28
ARTICLE XV - RESILIATION	28
ARTICLE XVI - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT	29
ARTICLE XVII - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS – UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	30
ARTICLE XVIII - LITIGES	30
ARTICLE XIX - CONFLITS D'INTERET	31

ARTICLE I - OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

La présente consultation a pour objet le traitement des opérations bancaires et la fourniture des services bancaires associés pour l'ensemble des Caisses d'Allocations Familiales (Caf).

En application de l'article L.224-12 du code de la sécurité sociale, la Caisse Nationale des Allocations Familiales conclut les marchés issus de la consultation au nom et pour le compte de l'ensemble des Organismes locaux, répartis en fonction de l'allotissement.

Les caractéristiques techniques des prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations sont réalisées dans le respect des normes et des règlements administratifs (lois, décrets, arrêtés) en vigueur, et notamment des normes européennes et françaises. L'Etablissement respecte également les règles de l'art propres à sa profession, ainsi que les textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement au présent accord-cadre.

ARTICLE II - PARTIES CONTRACTANTES-DISPOSITIONS GENERALES

Pour chaque lot, le présent marché est conclu entre :

- d'une part, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, (Cnaf) site Paris, dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas GRIVEL nommé par décret du 27 octobre 2021, (ou son représentant) ;
- d'autre part, le soumissionnaire titulaire du marché désigné dans le présent cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP) par l'expression « l'Etablissement ».

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Cnaf. Il assure tous les règlements des sommes dues au titre du présent marché. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

Dans le présent document, les termes de « Organismes » ou « Organisme » sont utilisés pour désigner les Caf, qui bien que ne faisant pas partie des parties contractantes, doivent être en relation avec l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conclu à prix unitaires et à prix forfaitaires. Concernant la partie à prix unitaires, les bons de commandes sont

mis en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant global estimatif de l'accord-cadre (reconductions comprises) s'élève à :

- 1 668 952,69 HT pour le lot 1,
- 1 593 130,46 HT pour le lot 2,
- 350 253,37 HT pour le lot 3,
- 585 908,89 HT pour le lot 4,
- 62 465,29 HT pour le lot 5,
- 56 907,46 HT pour le lot 6.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum contractuel sur sa durée totale (reconductions comprises) fixé à :

- 2 503 429,04 HT pour le lot 1,
- 2 389 695,69 HT pour le lot 2,
- 525 380,05 HT pour le lot 3,
- 878 863,34 HT pour le lot 4,
- 93 697,94 HT pour le lot 5,
- 85 361,19 HT pour le lot 6.

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique et notamment à ses articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 relatifs à l'appel d'offres ouvert.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de l'ordre dans lequel elles sont énumérées et en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières :

- ☐ L'acte d'engagement par lot ;
- ☐ Le présent C.C.A.P ;
- ☐ Le C.C.T.P et ses annexes ;
- ☐ L'offre technique de l'Etablissement par lot, constituée de l'annexe technique-cadre de réponse technique dûment complétée, étant précisé que le cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, ...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- ☐ L'annexe financière de l'Etablissement par lot ;
- ☐ Le questionnaire relatif aux critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) de l'Etablissement ;
- ☐ Le calendrier détaillé de mise en œuvre défini d'un commun d'accord entre les parties lors de la réunion de lancement dans le respect des délais fixés à l'accord-cadre.

Pièces générales :

Il n'est pas fait référence, pour l'exécution du présent accord-cadre, à un CCAG.

Le pouvoir adjudicateur conserve dans ses archives les exemplaires originaux des documents définis ci-dessus qui font seuls foi.

Chaque lot donne lieu à l'Etablissement d'un accord-cadre distinct.

Chaque lot est mono-attributaire.

ARTICLE IV - ALLOTISSEMENT

Chaque lot a pour objet le traitement des opérations bancaires et la fourniture des services bancaires associés pour l'ensemble des Caisses d'Allocations Familiales (Caf) du lot.

Les lots sont décomposés de la façon suivante :

ORGANISMES		
LOT 1	NOM	DEPARTEMENT
	Caf de l'Aisne	02
	Caf des Ardennes	08
	Caf de l'Aube	10
	Caf de la Côte-d'Or	21
	Caf du Doubs	25
	Caf du Jura	39
	Caf de la Marne	51
	Caf de la Haute-Marne	52
	Caf de Meurthe-et-Moselle	54
	Caf de la Meuse	55
	Caf de la Moselle	57
	Caf de la Nièvre	58
	Caf du Nord	59
	Caf de l'Oise	60
	Caf du Pas-de-Calais	62
	Caf du Bas-Rhin	67
	Caf du Haut-Rhin	68
	Caf de la Haute-Saône	70
	Caf de la Saône-et-Loire	71
	Caf de Paris	75
	Caf de Seine-et-Marne	77
	Caf des Yvelines	78
	Caf de la Somme	80
	Caf des Vosges	88
	Caf de l'Yonne	89
	Caf du Territoire-de-Belfort	90
	Caf de l'Essonne	91
	Caf des Hauts-de-Seine	92
	Caf de la Seine-Saint-Denis	93
	Caf du Val-de-Marne	94
	Caf du Val d'Oise	95

ORGANISMES		
LOT 2	NOM	DEPARTEMENT
	Caf de l'Ain	01
	Caf de l'Allier	03
	Caf de l'Ardèche	07
	Caf de l'Ariège	09
	Caf de l'Aude	11
	Caf de l'Aveyron	12
	Caf du Calvados	14
	Caf du Cantal	15
	Caf du Cher	18
	Caf de la Drôme	26
	Caf de l'Eure	27
	Caf d'Eure-et-Loir	28
	Caf du Gard	30
	Caf de la Haute-Garonne	31
	Caf du Gers	32
	Caf de l'hérault	34
	Caf de l'Indre	36
	Caf d'Indre et Loire	37
	Caf de l'Isère	38
	Caf du Loir-et-Cher	41
	Caf de la Loire	42
	Caf de la Haute-Loire	43
	Caf de Loire-Atlantique	44
	Caf du Loiret	45
	Caf du Lot	46
	Caf/Ccss de Lozère	48
	Caf du Maine-et-Loire	49
	Caf de la Manche	50
	Caf de la Mayenne	53
	Caf de l'Orne	61
	Caf du Puy-de-Dôme	63
	Caf des Hautes-Pyrénées	65
	Caf des Pyrénées-Orientales	66
	Caf du Rhône	69
	Caf de la Sarthe	72
	Caf de la Savoie	73
	Caf de la Haute-Savoie	74
	Caf de la Seine-Maritime	76
	Caf du Tarn	81
	Caf de Tarn-et-Garonne	82
	Caf de la Vendée	85

ORGANISMES		
LOT 3	NOM	DEPARTEMENT
	Caf des Alpes de Haute-Provence	04
	Caf/Ccss des Hautes-Alpes	05
	Caf des Alpes-Maritimes	06
	Caf des Bouches-du-Rhône	13
	Caf du Var	83
	Caf du Vaucluse	84
	Caf de la Corse-du-Sud	2A
	Caf de la Haute-Corse	2B

ORGANISMES		
LOT 4	NOM	DEPARTEMENT
	Caf de la Charente	16
	Caf de la Charente-Maritime	17
	Caf de la Corrèze	19
	Caf des Côtes-d'Armor	22
	Caf/Ccss de la Creuse	23
	Caf de la Dordogne	24
	Caf du Finistère	29
	Caf de la Gironde	33
	Caf d'Ille-et-Vilaine	35
	Caf des Landes	40
	Caf du Lot-et-Garonne	47
	Caf du Morbihan	56
	Caf des Pyrénées-Atlantiques	64
	Caf des Deux-Sèvres	79
	Caf de la Vienne	86
	Caf de la Haute-Vienne	87

ORGANISMES		
LOT 5	NOM	DEPARTEMENT
	Caf de la Guadeloupe	971
	Caf de la Martinique	972
	Caf de la Guyane	973

ORGANISME		
LOT 6	NOM	DEPARTEMENT
	Caf de la Réunion	974

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

ARTICLE V - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre débute à compter de sa date de prise d'effet indiquée dans l'acte d'engagement et non de sa date notification.

La date de prise d'effet de l'accord-cadre est précisée au moment de la signature du dit accord-cadre à l'article IV de l'acte d'engagement.

La date de prise d'effet de l'accord-cadre interviendra au plus tard 5 mois après sa date de notification prévue en juillet 2026.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de prise d'effet. Il pourra tacitement être reconduit une fois pour une période de vingt-quatre mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans, sauf dans le cas énoncé ci-dessous.

La Cnaf se réserve le droit de prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre pour une période maximale de six mois, pour raison de continuité de service, dans le cas où un nouvel Etablissement est choisi, nécessitant pour la Cnaf de basculer les Organismes d'une façon progressive mais aussi dans le cas où la procédure de renouvellement de l'accord-cadre n'a pas encore abouti ou lorsque la transition avec le nouvel Etablissement n'est pas encore effectuée. La décision de prolongation interviendra dans un délai de trois mois avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et l'Etablissement ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction par décision du pouvoir adjudicateur, l'Etablissement en sera informé par écrit au moins 6 mois avant la fin de la période de reconduction en cours.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, l'Etablissement ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le démarrage effectif de l'ensemble des prestations est fixé au **1^{er} décembre 2026**, cependant en raison de la sensibilité de l'échéance mensuelle du 5, celle-ci sera réalisée avec les partenaires bancaires du marché actuel. Ainsi les premiers flux seront réellement émis avec l'Etablissement à partir du 7 décembre 2026.

A la date de prise d'effet de l'accord-cadre, les Parties conviendront d'un calendrier, indiquant les livrables et les actions de chacune des Parties.

ARTICLE VI - MODALITES FINANCIERES

VI.1 - MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conclu à prix unitaires et à prix forfaitaires. Concernant la partie à prix unitaires, les bons de commandes sont mis en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant global estimatif de l'accord-cadre (reconductions comprises) s'élève à 4 317 618,17 € HT sur toute la durée du marché, soit 4 390 519,72 € TTC.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum sur sa durée totale (reconductions comprises) fixé à **6 476 427,26 € HT sur toute la durée du marché, soit 6 585 779,58 € TTC.**

VI.2 - CONTENU ET FORME DES PRIX

VI.2.1 - Prix initiaux

Le présent accord-cadre est rémunéré par application de prix unitaires et forfaitaires dans les conditions précisées en annexe financière (cadre de réponse financier) à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires inscrits dans l'annexe financière (cadre de réponse financier) sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix de l'accord-cadre **couvrent toutes les dépenses** nécessitées par l'exécution des prestations notamment ils comprennent tous les services, contrôles, assurances, abonnements et produits nécessaires à la bonne exécution des traitements, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des personnels, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses **de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.** Le taux de TVA applicable est le taux en vigueur à la date du fait générateur.

VI.2.2 - Révision des prix

Les prix sont fermes la première année.

La révision des prix intervient à chaque date anniversaire de la date d'effet de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de la réception des offres, à savoir **avril 2026.**

$Pr = Po \times Id / Io$

Où

Pr = Prix révisé

Po = Prix initial du contrat

Id = valeur du dernier indice de référence parue à la date de révision

Io = valeur de l'indice de référence correspondant à la date d'établissement des prix

L'indice de référence est : Indice des prix à la consommation INSEE - Base 2015 -

P2534-AOO-DIFI

Accord-cadre sur le traitement des opérations bancaires et des services bancaires associés de la branche famille (Caf)
CCAP

Lors de la mise en œuvre de la clause de révision des prix, les calculs sont effectués sur au maximum quatre décimales. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

L'Etablissement notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, une nouvelle annexe financière-cadre de réponse financier. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par l'Etablissement, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision soit à compter de la date d'effet de l'accord-cadre. A compter de la deuxième révision, les indices I (Po et Io) sont ceux utilisés lors de la précédente révision.

VI.2.3 - Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité, avec un préavis de 30 jours, si après application de la clause de révision des prix, il est constaté une augmentation supérieure à 3% chaque année sur l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

VI.3 - MODALITES DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE

VI.3.1 - Mode de règlement et de financement

Les prestations sont **réglées trimestriellement par la Cnaf** à terme échu à l'exception, le cas échéant, des coûts d'acquisition et de renouvellement de l'authentification DSP2 qui sont payés à échoir pour leur durée de validité.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conforme.

Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension fait l'objet d'une notification à l'Etablissement par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables à l'Etablissement, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées à l'Etablissement.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

Le mode de règlement souhaité par le pouvoir adjudicateur est le prélèvement sur un compte bancaire de la Cnaf dont les coordonnées bancaires seront communiquées au démarrage du marché.

L'Etablissement est informé du fait que l'unité monétaire de compte dans laquelle est conclu l'accord-cadre est l'euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent accord-cadre est aussi l'euro.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit le bénéfice au paiement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement et d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile, au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 € et celle-ci est payée dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

VI.3.2 - Avances, acomptes

Les avances sont régies conformément aux dispositions de l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

L'Etablissement peut refuser le versement de l'avance.

Le cas échéant, le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Pour les prestations à prix forfaitaire, une avance peut être versée à l'Etablissement. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant annuel de la reconduction en €TTC.

Lorsque l'Etablissement du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique le taux de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues à l'Etablissement quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'Etablissement atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

Les prestations ne donnent lieu à aucun acompte.

VI.3.3 - Présentation des demandes de paiement

L'accord-cadre étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures sont adressées à la Cnaf au début de chaque trimestre, pour les prestations effectuées le trimestre précédent.

L'Etablissement doit adresser une facture par lot à la Cnaf. Les factures doivent être détaillées par Organisme.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent *a minima* les informations suivantes :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Cnaf Paris siège, 32 avenue de la Sibelle 75685 Paris cedex 14 ;
- la date de livraison des services ;
- la quantité et la dénomination précise des services réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des services réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

L'Etablissement a l'obligation d'adresser à la Cnaf ses factures en utilisant le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

ARTICLE VII - BONS DE COMMANDES

A compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre, la Cnaf émet un bon de commande formalisé visant à mettre en œuvre la prestation dite « d'entrée en relation » avec l'Etablissement, dès la réunion de lancement entre la Cnaf et l'Etablissement.

La prestation d'entrée en relation comprend notamment :

- Ouvertures de comptes bancaires,
- Ouvertures des services télématiques (EBICS, VADS...),
- Tests syntaxiques et de connectivité,
- Tests sur les solutions de secours,
- Mise en place des notifications des APL,
- Ouvertures de la « banque à distance »,
- Etablissement des modèles des justificatifs de facturation pour la Cnaf.

Ce bon de commande donne lieu à l'établissement d'une facture payable une fois la prestation réalisée et après notification d'un service fait par voie dématérialisée, devant être confirmée par l'Etablissement dès réception du courriel émanant de la Cnaf.

La notification du service doit être adressé à l'Etablissement avant le démarrage effectif des flux des organismes.

Les abonnements forfaitaires (Ebics, banque à distance...) ne font pas l'objet d'ordre de service. Ils commencent à courir dès les premiers échanges de flux.

Les prestations facturées dans le cadre de prix unitaires (traitement des opérations bancaires, gestion des comptes...) ne font pas d'objet de bons de commandes formalisés, leur exécution par l'Etablissement valant bons de commandes.

A la suite au bon de commande de la prestation « d'entrée en relation », concernant l'authentification forte DSP2 de la banque à distance, les Caf indiquent par mail la liste des utilisateurs. En cours de marché, les renouvellements et les nouveaux supports physiques personnels sont demandés par mail par chaque Caf.

S'agissant de la mise à disposition des chéquiers, des cartes bancaires, de l'activation des services de la représentation des impayés de SDD, des TPE, des scanners de chèques et du nivellement automatique des soldes des comptes bancaires, la Cnaf émet un bon de commande global par lot (pour tous les Organismes du lot) puis les Caf, qui souhaitent disposer de ses services, informent l'Etablissement par mail.

Sur les autres demandes ne faisant pas l'objet de paiement, les Organismes font leur demande par mail (copie Cnaf) (service liste blanche).

Chaque bon de commande est envoyé à l'Etablissement par tout moyen permettant de lui donner date certaine. La date de réception du bon de commande par l'Etablissement correspond à sa date de notification, et entraîne le début d'exécution des prestations.

Chaque bon de commande indique, notamment :

- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la description des prestations commandées et leur nombre (quantités commandées) ;
- le montant total hors TVA, le montant de la TVA s'il y a lieu et le montant total TTC ;
- le code service (le site ordonnateur en charge d'instruire le dossier et son adresse).

Les bons de commande ou/et des ordres de services relatifs à des prestations qui font l'objet d'une facturation sont émis par le site ordonnateur (Site CNAF Paris siège 32 avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14).

ARTICLE VIII - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

La bonne exécution de l'accord-cadre dépend de la collaboration étroite et permanente entre l'Etablissement et le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies ci-dessous.

VIII.1 - INFORMATION ET MOYENS D'EXECUTION

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir à l'Etablissement tous les documents, renseignements et informations qu'elle détient pour permettre à l'Etablissement de mener à bien les prestations qu'il doit effectuer.

VIII.2 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées au siège de chaque Caf du lot.

Pour ce qui concerne le suivi de l'exécution de tous les accords-cadres, les réunions ont lieu au siège de la CNAF à Paris et en région parisienne.

VIII.3 - SUIVI D'EXECUTION

VIII.3.1 - Chef de projet

L'Etablissement désigne un chef de projet habilité à le représenter durant l'exécution de l'accord-cadre qui est à la disposition du chef de projet et du ou des correspondants techniques du pouvoir adjudicateur et des Organismes. Ce chef de projet est le responsable du bon déroulement de l'accord-cadre et le représentant de l'Etablissement auprès du pouvoir adjudicateur.

Ce chef de projet doit correspondre au profil « chef de projet » décrit par l'Etablissement dans son offre technique. L'Etablissement garde le même chef de projet pendant la durée de l'accord-cadre sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc.).

Sur décision motivée du pouvoir adjudicateur, celui-ci peut demander le remplacement du chef de projet par une personne correspondant au profil « chef de projet » décrit par l'Etablissement dans son offre technique.

L'Etablissement s'engage à ce que tout changement de chef de projet ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction, en désignant un remplaçant de niveau au moins équivalent dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de départ du chef de projet. Il en informe le pouvoir adjudicateur et communique le nom du remplaçant. Ce remplacement ne peut justifier une augmentation du montant de l'accord-cadre. L'absence de remplacement du chef de projet peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts de l'Etablissement conformément à l'article Article XV - Résiliation.

VIII.3.2 - Interlocuteurs dédiés au pouvoir adjudicateur pour les tests

L'Etablissement met à disposition du pouvoir adjudicateur des interlocuteurs dédiés en charge des tests lors de la mise en œuvre initiale des prestations et lors de tout test réalisé en cours d'exécution de l'accord-cadre à la demande de la Cnaf (par exemple, évolutions réglementaires, évolutions techniques, solution de back up...).

VIII.3.3 - Interlocuteurs techniques

L'Etablissement met à disposition du pouvoir adjudicateur et des Organismes, pendant toute la durée de l'accord-cadre, un service composé d'au moins deux correspondants techniques dédiés, chargés de toute réponse technique à apporter suite aux demandes du pouvoir adjudicateur ou des Organismes et d'assurer la continuité de service (article VI.3 du CCTP).

L'Etablissement met à la disposition du pouvoir adjudicateur et des Organismes, pendant toute la durée de l'accord-cadre, un service d'assistance personnalisée de l'article VII du CCTP.

VIII.3.4 - Statut du personnel

L'Etablissement s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer dans le cadre du présent accord-cadre.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents de l'Etablissement pendant la durée de la prestation relève de la compétence de l'Etablissement.

VIII.3.5 - Obligation de discrétion et secret professionnel

L'Etablissement se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de discrétion conformément à l'Article XII -Règlement général sur la protection des données personnelles - Confidentialité – SECURITE du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par l'Etablissement et signalés comme tels par celui-ci.

VIII.3.6 - Obligation de conseil de l'Etablissement

L'Etablissement s'engage à assumer une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers le pouvoir adjudicateur. L'Etablissement est assujetti à une veille réglementaire et technique. Cette obligation concerne notamment les évolutions qui pourraient se produire pendant la durée de l'accord-cadre et qui seraient susceptibles d'impacter les prestations de l'accord-cadre.

ARTICLE IX - VERIFICATIONS

IX.1 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS DES PRESTATIONS DE MISE EN SERVICE INITIALE

La mise en service des prestations doit être effective pour le 1^{er} décembre 2026, date à laquelle l'Etablissement doit être en mesure de traiter les flux financiers remis par les Organismes, même si les 1^{er} flux ne seront traités qu'à compter du 7 décembre 2026.

La période comprise entre la date de prise d'effet de l'accord-cadre et le 1^{er} décembre 2026 est appelée période de « mise à disposition des prestations et de vérification de fonctionnement des services ».

Cette période se décline en trois étapes :

- Etape 1 : Mise à disposition des prestations,
- Etape 2 : Vérification de fonctionnement,
- Etape 3 : Déclaration de fonctionnement.

La mise en service des prestations par l'Etablissement s'effectue conformément aux dispositions du CCTP, auprès d'un Organisme désigné par la Cnaf dans chaque lot. Cet Organisme sera le lieu de vérification et de réception des prestations de la mise en service initiale.

Conformément à l'article IX.1 du CCTP, pendant la période de mise en place initiale des prestations et avant la mise à disposition auprès de l'Organisme vérificateur, l'Etablissement effectue une présentation de ses prestations et de ses outils.

IX.1.1 - Mise à disposition des prestations auprès de l'Organisme vérificateur

La mise à disposition des prestations comprend, notamment les éléments suivants :

- Ouvertures de comptes bancaires,
- Ouvertures des services télématiques (EBICS, VADS...),
- Tests syntaxiques et de connectivité,
- Tests sur les solutions de secours,
- Mise en place des notifications des APL,
- Ouvertures de la « banque à distance »,
- Mise à disposition des TPE et des scanners de chèques pour les organismes utilisateurs,
- Etablissement des modèles des justificatifs de facturation pour la Cnaf.

Les tests peuvent être réalisés au fil de l'eau par l'Etablissement, la Cnaf les validant au fur et à mesure.

L'Etablissement met les services à disposition au sein de l'Organisme vérificateur (Caf Pilote) dans un délai maximal de **90 jours calendaires** à compter de la date de notification.

L'Etablissement assure la mise à disposition des prestations pour le compte de chaque Organisme dans un délai minimum de **15 jours calendaires** avant la date de démarrage effective des flux, sauf hypothèse d'un retard uniquement imputable à l'Organisme.

La mise à disposition des services se traduit par la remise des spécifications techniques et fonctionnelles des services, des éléments d'accès aux services et de tous les éléments nécessaires au processus de vérification de fonctionnement.

Une fois la mise à disposition réalisée, l'Etablissement prévient la Cnaf et les Organismes vérificateurs concernés par voie dématérialisée, devant être confirmée par l'Organisme dès réception du courriel.

IX.1.2 - Vérification du fonctionnement des services auprès de l'Organisme vérificateur

La vérification de fonctionnement des prestations est effectuée par la Cnaf dans un délai de 15 jours calendaires maximum à compter de la date de mise en service donnée par l'Etablissement.

La vérification doit permettre de constater que les services présentent les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions exigées dans le CCTP et explicitées dans l'offre technique de l'Etablissement ainsi que les niveaux de services exigés.

Au fur et à mesure que des dysfonctionnements (défaillances ou non conformités) sont notifiées à l'Etablissement, celui-ci doit effectuer les modifications nécessaires immédiatement et au plus tard dans le délai de vérification du présent article.

A l'issue de la période de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision quant à la réception des prestations dans un délai de 8 jours ouvrés. Si celle-ci ne peut prendre sa décision dans le délai imparti, elle en fait part à l'Etablissement et l'informe du nouveau délai qui est au maximum de 8 jours ouvrés.

IX.1.3 - Généralisation de la mise en service auprès de tous les Organismes composant un lot

La décision d'admission du pouvoir adjudicateur suite aux vérifications effectuées avec l'Organisme vérificateur, permet au pouvoir adjudicateur d'adresser un ordre de service à l'Etablissement afin de mettre en production les prestations objet de l'accord-cadre dans chaque Organisme du lot considéré.

Chaque Organisme vérifie la bonne ouverture de son(ses) compte(s) bancaires(s) et la mise à disposition des services bancaires (télématique, banque à distance...) dans un délai de 10 jours calendaires maximum.

La vérification doit permettre de constater que les prestations présentent les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions exigées dans le CCTP et à satisfaire les niveaux de service demandés dans le CCTP et définis dans l'offre technique de l'Etablissement.

IX.1.4 - Déclaration de fonctionnement

La déclaration de fonctionnement des prestations est acquise le jour de la notification par la Cnaf de leur décision constatant le bon fonctionnement des dites prestations à l'Etablissement par voie dématérialisée, devant être confirmée par l'Etablissement dès réception du courriel.

En cas d'ajournement des prestations, l'Etablissement doit procéder aux modifications nécessaires dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans sa décision. Il dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour faire part de ses observations au pouvoir adjudicateur. Si l'Etablissement refuse de procéder aux modifications ou garde le silence, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de rejet.

En cas de décision de rejet, l'Etablissement est invité à faire part de ses observations dans un délai de 3 jours ouvrés. L'Etablissement est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

Après réalisation des modifications, l'Etablissement informe le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition des prestations pour vérification. Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications dans un délai de 8 jours ouvrés. Sur décision du pouvoir adjudicateur, cette vérification ne peut porter que sur les éléments modifiés par l'Etablissement.

Si les vérifications effectuées donnent lieu à une décision de rejet définitive qui entraîne la résiliation aux torts de l'Etablissement dans les conditions fixées à l'article Article XV -Résiliation du présent CCAP.

L'Organisme vérificateur et le pouvoir adjudicateur restituent à l'Etablissement tous les éléments nécessaires à la mise en service. L'Etablissement s'engage à enlever ses prestations rejetées dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de rejet définitive. Lorsque ce délai est écoulé, les prestations peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur aux frais de

l'Etablissement. L'Etablissement s'engage à détruire tous éléments, informations transmises par le pouvoir adjudicateur et l'Organisme vérificateur pour effectuer la mise en service.

IX.2 - EVOLUTION DES PRESTATIONS EN COURS D'ACCORD-CADRE

Dans le cas où des changements majeurs dans les échanges interviennent en cours d'accord-cadre, conformément au CCTP ou si les outils mis en service par l'Etablissement pour l'exécution de l'accord-cadre doivent faire l'objet de modifications importantes, par exemple en cas d'évolution de la technologie, des tests seront réalisés conformément à l'article VI.1 du CCTP.

IX.3 - VERIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'ACCORD-CADRE

Les vérifications sont effectuées par le pouvoir adjudicateur au moment de l'exécution des prestations. Pour les prestations qui font l'objet de bons de commandes/ ordres de service, les vérifications sont réalisées à l'issue des prestations.

A l'issue de toutes les vérifications, une décision du pouvoir adjudicateur est prise conformément à l'article IX.1.4 -Déclaration de fonctionnement du présent CCAP.

ARTICLE X - PENALITES

X.1 - PENALITES POUR RETARD DU DEMARRAGE EFFECTIF DE L'ACCORD CADRE

En cas de retard du démarrage effectif de l'accord-cadre défini dans l'Article V - Durée de l'Accord-cadre du CCAP, l'Etablissement peut se voir frapper, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité de 75 euros par jour ouvré de retard par Organisme, sous réserve que ce retard ne soit pas imputable à la Cnaf.

Cette pénalité est plafonnée à 750 euros par Organisme ; au-delà du plafond, l'accord-cadre peut être résilié aux torts de l'Etablissement.

X.2 - PENALITES POUR RETARD OU ABSENCE D'EXECUTION DES REGLEMENTS

En cas de retard ou d'une absence d'exécution des fichiers de SCT, entraînant un décalage de la date de débit au compte des Organismes (retard du paiement des allocataires), sous réserve que les fichiers de SCT aient bien été reçus par l'Etablissement conformément aux horaires prévus à l'annexe financière ; en cas de retard ou d'absence d'exécution des remises de prélèvements, entraînant un décalage de la date de crédit au compte des Organismes, sous réserve que la remise de prélèvements ait bien été reçue par l'Etablissement conformément aux horaires prévus à l'annexe financière ; l'Etablissement encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par Organisme calculée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = \text{Montant} \times \text{Nombre de jours de retard} \times (\text{€STR} + 0,25\%) / 360$$

- **Montant** : représente le montant en euros des décaissements/encaissements non exécutés.
- **€STR** : moyenne de l'index €STR sur la période concernée (Euro Short-Term Rate)
- **Nombre de jours de retard** : représente le nombre de jours calendaires de retard constaté.

Dans le cas où la valeur du taux de l'€STR est inférieure à Zéro, ce dernier est considéré comme étant nul (0 %).

Cette pénalité est plafonnée à 15.000 euros par lot ; au-delà du plafond, l'accord-cadre peut être résilié aux torts de l'Etablissement.

X.3 - DECOMPTE DES PENALITES ET MODALITES D'APPLICATION

Le décompte des pénalités est notifié à l'Etablissement qui peut présenter des observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours calendaires à compter de la notification du décompte. Passé ce délai, l'Etablissement est réputé avoir accepté les pénalités.

La somme des pénalités de retard est imputée sur les sommes dues à l'Etablissement au titre de l'exécution des prestations pour l'ensemble de l'accord-cadre ou fait l'objet d'un ordre de recette par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE XI - SOUS TRAITANCE

L'Etablissement ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où l'Etablissement sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, l'Etablissement communique au(x) sous-traitant(s) concerné(s) les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis des Organismes bénéficiaires de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE XII - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - CONFIDENTIALITE – SECURITE

XII.1 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre organise les relations entre l'Etablissement et la Cnaf dans le cadre de la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

XII.1.1 - Caractéristiques du traitement de données à caractère personnel

Les données à caractère personnel traitées et nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre, sont transmises par la Cnaf à l'Etablissement en vue du traitement des opérations bancaires. A cet effet, l'Etablissement traite les données relatives aux traitements des règlements : nom du bénéficiaire, adresse du bénéficiaire, coordonnées bancaires du bénéficiaire.

Les **durées de conservation des données** sont gérées comme précisé ci-dessous :

- La Cnaf ne conserve pas le fichier de données communiquées plus que nécessaire à son acheminement. Il détruit le fichier et les copies de données une fois la confirmation que les données ont bien été réceptionnées et qu'elles sont validées par l'Organisme destinataire ou au terme du délai déterminé dans la convention par les parties, sauf dans des cas particuliers de requêtes répétitives ou dépendant du précédent envoi qui justifient une conservation plus longue du fichier.
- L'Etablissement destinataire des données ne conserve pas le fichier de données communiquées plus que nécessaire à leur traitement ou intégration dans son système d'information (SI). Il détruit le fichier et les copies de données une fois la finalité réalisée. Les données à caractère personnel intégrées dans son SI doivent être conservées pendant une durée proportionnée et limitée au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Elles peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, telles que la pseudonymisation ou l'anonymisation.

XII.1.2 - Qualification des responsabilités sur la protection des données

Les Parties reconnaissent que :

- La Cnaf est qualifiée de fournisseur des données, responsable du traitement des données jusqu'à la réception des données par le destinataire,
- L'Etablissement est qualifié de destinataire des données, responsable du traitement des données collectées auprès du fournisseur.

Le fournisseur des données est responsable de :

- La vérification de la base légale fondant la communication des données au destinataire,
- La vérification de la minimisation des données communiquées au regard des finalités poursuivies par le destinataire,
- La sécurité des données dans son système d'information (recours à des outils d'accès, d'extraction, de transfert et d'hébergement sécurisés pour assurer la confidentialité et l'intégrité des données),
- La sécurité de la communication des données vers le destinataire,
- La qualité des données communiquées,

- La gestion des modalités de conservation (support, archivage, anonymisation ou purge) et de la durée de conservation des fichiers de données constitués et conservés dans son système d'information pour leur communication, le cas échéant.

Le destinataire, en tant que responsable du traitement des données, est responsable de :

- La détermination des finalités de la collecte des données auprès du fournisseur,
- La détermination de la base de licéité fondant la communication des données par le fournisseur,
- La minimisation des données collectées auprès du fournisseur,
- La sécurité des données dans son système d'information (recours à des outils d'accès, d'extraction, de transfert et d'hébergement sécurisés pour assurer la confidentialité et l'intégrité des données),
- La mise en conformité à la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel des traitements des données collectées auprès du fournisseur, y compris aux textes de loi et réglementaires (décrets, arrêtés) encadrant la création et la mise en œuvre de traitements ou de référentiels,
- L'application des droits des personnes concernées sur les données collectées dans le cadre de ses traitements,
- La gestion des modalités de conservation (support, archivage, anonymisation ou purge) et de la durée de conservation des données collectées dans son système d'information,
- La gestion des violations des données collectées dans son système d'information.

XII.1.3 - Engagements des Parties sur la protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à :

- Traiter les données pour la ou les finalité(s) compatibles, à moins que la personne concernée ait donné son consentement ou que le traitement ultérieur soit fondé sur le droit de l'Union ou le droit d'un État membre ; Le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales ;
- Traiter les données conformément aux textes réglementaires (décrets, arrêtés) encadrant la création et la mise en œuvre de traitements ou de référentiels mutualisés pour plusieurs Organismes de la sphère de la protection sociale, le cas échéant ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent document contractuel :
 - ✓ S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 du RGPD relatif à la sécurité du traitement et en adéquation avec la sensibilité des données ;

- Assurer la sécurité des flux de données et à utiliser des outils d'échange sécurisés ;
- S'assurer que tous les systèmes, les applications, les services et les produits utilisés dans le cadre des opérations de traitement de données à caractère personnel sont conformes à la réglementation sur la protection des données et intègrent les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Informer l'autre Partie en cas de réception d'une plainte, un avis, une communication ou une mise en demeure d'une Autorité de régulation ou de contrôle qui concerne directement ou indirectement les opérations de traitement intervenant dans le périmètre de leur relation contractuelle ou leur non-conformité à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel ;
- Conserver les données pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard de la ou les finalité(s) pour lesquelles elles sont traitées ;
- En cas de recours à un sous-traitant pour la mise en œuvre des opérations de traitement intervenant dans le périmètre de leur relation contractuelle, s'assurer que ce dernier, ainsi que ses potentiels sous-traitants ultérieurs, présentent le même niveau de garantie pour assurer la protection des données et en informée l'autre Partie. La Partie concernée demeure pleinement responsable devant l'autre Partie de l'exécution par ce sous-traitant et leurs sous-traitants de leurs obligations ;
- S'informer mutuellement lorsque, selon elles, une opération de traitement constitue une violation du droit à la protection des données à caractère personnel.

XII.1.4 - Application des droits des personnes concernées sur leurs données

Les Parties répondent à l'exercice des droits des personnes sur le périmètre de leurs opérations de traitement, tel que défini ci-dessus notamment :

- Informent, le cas échéant, les personnes concernées sur les caractéristiques des opérations de traitement de données, conformément aux articles 12, 13 et 14 du RGPD ;
- Assurent la gestion et l'effectivité des droits des personnes concernées, conformément à l'article 12 du RGPD, et pour les droits énumérés aux articles 15 à 23 du RGPD, le cas échéant.

Elles se coordonnent par l'intermédiaire de leurs *Délégués à la protection des données* ou de leurs référents sur la protection des données autant que de besoin et dans la mesure du possible pour toute demande d'exercice de droits présentant un risque pour les droits et libertés des personnes concernées ou en cas de risque de plainte.

XII.1.5 - Notification et communication d'une violation de données à caractère personnel

L'Etablissement s'engage à s'informer mutuellement de toute violation de données à caractère personnel réelle ou potentielle, accidentelle ou non, intervenant dans le périmètre de la relation contractuelle, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, en l'adressant au Délégué à la protection des données de la Cnaf.

Cette information doit être vérifiée et accompagnée de toute documentation utile. La description de la violation de données à caractère personnel comprend la nature de la

violation, les catégories de personnes concernées, le nombre approximatif de personnes concernées par la violation, la description des conséquences probables de la violation et les mesures prises pour y remédier.

L'Etablissement prend toutes les mesures nécessaires pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

XII.2 - CONFIDENTIALITE

Une information confidentielle désigne toute information, quel que soit la forme (orale, écrite, électronique ...) et quel que soit la nature, sur tout support propriété de la Cnaf ou des Organismes, communiquée à l'Etablissement pour l'exécution des présentations du présent accord-cadre

Les informations et renseignements fournis par la Cnaf ou des Organismes, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, l'Etablissement s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose à l'Etablissement et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont l'Etablissement et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

L'Etablissement s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par la Cnaf ou les Organismes, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la Cnaf ou les Organismes à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par la Cnaf ou les Organismes à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par l'Etablissement d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En outre, l'Etablissement s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que la Cnaf lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

La Cnaf et les Organismes se réservent le droit de procéder à toute vérification qui leur semble utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par l'Etablissement que par ses sous-traitants éventuels.

XII.3 - SECURITE

Durant l'exécution de l'accord-cadre, l'Etablissement s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données conformément aux dispositions du règlement européen précité et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 précitée, à un niveau de sécurité conforme à l'état des technologies et aux règles de l'art, contre tout accès physique et logique non autorisé. Il met en œuvre tous les moyens humains et techniques décrits dans son offre technique et répondant aux dispositions du CCTP ainsi que les mesures complémentaires utiles pour maintenir le niveau de sécurité qu'il a à garantir.

De plus, l'Etablissement a la charge de mettre en place les mesures de sauvegarde appropriées pour assurer la conservation des données dans les conditions qu'il a fixées dans son offre technique.

En cas de perte ou de destruction partielle ou totale de données de son fait, l'Etablissement doit les reconstituer à ses frais avec les sauvegardes qu'il a réalisées.

ARTICLE XIII - RESPONSABILITE - ASSURANCES

XIII.1 - RESPONSABILITES DE L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement apporte tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, et se conformera aux règles et usages de la profession.

L'Etablissement s'engage à effectuer les paiements dans les délais convenus dans son offre financière et conformément aux dispositions précisées, pour le montant exact en euros et au bon bénéficiaire conformément aux informations transmises par les Organismes.

Il doit informer systématiquement l'Organisme et la Cnaf des retards éventuels dans la réalisation des opérations.

Il doit être en mesure, en cas de litige, de prouver que les paiements ont été effectués dans le respect des dispositions précisées dans le présent document.

En cas de manquement à ses obligations, la responsabilité de l'Etablissement est engagée et des pénalités sont exigibles conformément à Article X - Pénalités du présent CCAP.

L'Etablissement voit sa responsabilité engagée lorsque les données de paiements sont traitées plusieurs fois par lui-même, ceci donnant lieu à des paiements multiples non autorisés par les Organismes. Dans ce cas, l'Etablissement s'engage à neutraliser le ou les impacts financiers résultant de son erreur.

XIII.2 - RESPONSABILITE DE L'ORGANISME

En cas de versement de sommes indues lié à une erreur de l'Organisme, la responsabilité de l'Etablissement ne peut en aucun cas être mise en jeu.

La Cnaf s'engage, d'une part, à désigner, pour la durée du marché, un interlocuteur de l'Etablissement, personne qualifiée, ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision au nom de la Cnaf pour son compte et pour les Organismes, et d'autre part,

à mettre l'Etablissement affecté à l'exécution des prestations, en rapport avec les membres de son personnel concernés par la réalisation desdites prestations.

La Cnaf s'engage à communiquer à l'Etablissement toute information et tout document, et à lui en faciliter la consultation, dans la mesure où ces informations et documents seront nécessaires à l'Etablissement pour l'exécution de ses prestations.

XIII.3 - ASSURANCES

L'Etablissement est responsable des conséquences des faits et actes commis, soit de son fait soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou celle de ses préposés.

L'Etablissement déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages qu'il pourrait causer au cours de la réalisation du présent accord-cadre.

A la demande du pouvoir adjudicateur, l'Etablissement est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité.

Si l'Etablissement ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou tout autre victime pour les préjudices survenus.

ARTICLE XIV - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

XIV.1 - VERIFICATIONS PERIODIQUES DE LA REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1 et D. 8222-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par l'Etablissement, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'Organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3° Le cas échéant, une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail. La liste nominative précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail.

L'Etablissement établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'Etablissement doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/> rubrique "Connexion fournisseur".

XIV.2 - SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière de l'Etablissement au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint l'Etablissement de faire cesser sans délai cette situation.

Si l'Etablissement, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques de l'Etablissement.

Si l'Etablissement n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation, dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre est résilié aux torts de l'Etablissement sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier l'accord-cadre aux frais et risques de l'Etablissement.

ARTICLE XV - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut notifier la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de l'Etablissement :

- En application des dispositions de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, en cas de placement dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 ayant pour effet de l'exclure d'un marché public ;
- Lorsque l'Etablissement s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;
- Lorsque l'Etablissement ou ses sous-traitants ne respectent pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;

- Lorsque l'Etablissement a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- En cas de dépassement du plafond des pénalités de retard concernant le démarrage effectif de l'accord cadre tel que fixé par l'article X.1 -Pénalités pour retard du démarrage effectif de l'accord cadre du présent CCAP ;
- - En cas de dépassement du plafond des pénalités pour retard ou absence d'exécution dans les règlements tel que fixé par l'article X.2 -Pénalités pour retard ou absence d'exécution des règlements du présent CCAP ;
- En cas d'absence de remplacement du chef de projet dans les conditions définies à l'article VIII.3.1 -Chef de projet du présent CCAP ;
- En cas de rejet des prestations par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article IX.1.4 -Déclaration de fonctionnement du présent CCAP ;
- et plus généralement, en cas de manquement de l'Etablissement à ses obligations contractuelles au titre du présent accord-cadre, non réparé dans un délai de 30 jours à compter de la notification dudit manquement par le pouvoir adjudicateur le mettant en demeure d'y remédier par lettre recommandée avec avis de réception.

Sauf dans les cas prévus aux 1) et 2) ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée à l'Etablissement et être restée infructueuse. La mise en demeure comporte l'information des sanctions possibles et invite l'Etablissement à présenter ses observations.

Cette résiliation est effective de plein droit, à réception par l'Etablissement d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant cette résiliation, sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi. La résiliation de l'accord-cadre est prononcée aux torts exclusifs de l'Etablissement, sans qu'il puisse prétendre à indemnité après qu'une mise en demeure éventuellement assortie d'un délai d'exécution soit restée sans suite et que l'Etablissement, informé de la possible sanction, ait été mis à même de présenter ses observations.

L'accord-cadre peut être résilié sans indemnité en application de l'article VI.2.3 -Clause de sauvegarde du présent CCAP par application de la clause sauvegarde.

ARTICLE XVI - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé des coordonnées bancaires ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement dû à l'Etablissement pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau relevé des coordonnées bancaires., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur 1 et le nouvel Etablissement.

Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau relevé des coordonnées bancaires seront à fournir.

Conformément à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le nouvel Etablissement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

Le non-respect par l'Etablissement de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts de l'Etablissement conformément à l'article XV du présent CCAP.

ARTICLE XVII - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS – UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

La notification à l'Etablissement des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur ou des Organismes, qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement à l'Etablissement ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques contre accusés réception ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre se déroulent en français. Tous documents produits par l'Etablissement doivent être rédigés en langue française. L'offre de service sur Internet est obligatoirement en langue française.

ARTICLE XVIII - LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Pour le règlement des litiges, il est fait application des dispositions prévues dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, relatifs aux marchés passés par les Organismes de sécurité sociale du Régime Général.

Le pouvoir adjudicateur et l'Etablissement s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre l'Etablissement et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet de la part de l'Etablissement, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à la Cnaf dans un délai de deux mois à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Il peut être fait application des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique concernant le recours au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE XIX - CONFLITS D'INTERET

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre public ».

L'Etablissement s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si l'Etablissement constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur.